



## Table des matières

00.01 - PREAMBULE :	3
00.01.01 Généralités :	3
00.02 - PRESENTATION DU PROJET :	3
00.02.01 Description de l'opération :	3
00.02.02 Les intervenants pour cette opération :	5
00.02.03 Liste des lots :	5
00.02.04 Liste des variantes et/ou options :	5
00.03 - DOCUMENTS APPLICABLES AU MARCHÉ :	5
00.03.01 Documents particuliers du marché :	5
00.03.02 Documents généraux réglementaires, normatifs et techniques :	5
00.04 - PRESCRIPTIONS GENERALES :	6
00.04.01 Données du site :	6
00.04.02 Sécurité incendie - Classement des bâtiments :	6
00.04.03 Exigences en termes d'acoustiques :	7
00.04.04 Exigences en termes d'étanchéité à l'air :	7
00.04.05 Matériaux :	7
00.04.06 Prescriptions environnementales :	8
00.04.07 Repérage des prestations de finitions par locaux :	8
00.04.08 Nomenclature des menuiseries extérieures et portes de distribution intérieure :	8
00.05 - CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX :	9
00.05.01 Connaissance des lieux :	9
00.05.02 Phasage et déroulement du chantier :	9
00.05.03 Relation avec les exploitants de réseaux :	9
00.05.04 Dispositions relatives à la sécurité et à la santé :	10
00.05.05 Protection des existants :	10
00.05.06 Délais de réalisation des travaux :	11
00.05.07 De manière générale :	11



05.05.08	Analyses et essais : .....	11
05.05.09	Echantillons : .....	12
05.05.10	Prototypes : .....	13
05.05.11	Mission VISA : .....	14
05.05.12	Mission de Synthèse (SYN) : .....	14
05.05.13	Procédure générale de production et de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) : 16	
00.06	- COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT : .....	19
00.06.01	Limites des prestations : .....	19
00.06.02	Définition et principes des réservations et percements : .....	19
00.06.03	Exécution des percements : .....	21
00.06.04	Fourreaux : .....	22
00.06.05	Trait de niveau : .....	22
00.06.06	Implantation des ouvrages : .....	22
00.06.07	Joint de dilatation (si existant dans le projet) : .....	22
00.06.08	Réception des supports : .....	23
00.06.09	Protections diverses : .....	23
00.07	- ORGANISATION COLLECTIVE : .....	24
00.07.01	Dispositions communes de chantier : .....	24
00.07.02	Répartition des dépenses : .....	24
00.07.03	Compte prorata : .....	24
00.07.04	Branchement de chantier : .....	24
00.07.05	Installation de chantier : .....	24
00.07.06	Panneau de chantier : .....	25
00.07.07	Eclairage et installations électriques de chantier : .....	25
00.07.08	Nuisance acoustique du chantier : .....	25
00.07.09	Chauffage et séchage provisoire de chantier : .....	25
00.07.10	Nettoyage en cours et en fin de chantier de chantier : .....	25
00.07.11	Gestion des déchets : .....	26
00.07.12	Stockage des matériels et matériaux : .....	27

## 00.01 - PREAMBULE :

### 00.01.01 Généralités :

- ✓ Le présent document a pour objet de définir l'ensemble des prescriptions techniques communes à tous les lots, en complément des dispositions prévues aux autres pièces du marché.
- ✓ Il fait partie intégrante du marché de travaux des Entreprises.

## 00.02 - PRESENTATION DU PROJET :

### 00.02.01 Description de l'opération :

- ✓ La Chambre De Métiers Nouvelle Aquitaine acquière un immeuble de bureaux à R+3, dit bâtiment C, construit par le Promoteur REDMAN en lieu et place de l'ilot Renaudin à Angoulême ; ce pour y installer les bureaux de la Chambre De Métiers d'Angoulême sur deux tiers de la surface mise à disposition, l'autre tiers étant destiné à créer des bureaux à louer.
- ✓ La construction de ce bâtiment est en cours pour le hors d'eau, hors d'air, l'aménagement des communs, des sanitaires et circulations de chaque niveaux ainsi que les équipements techniques tel que le rafraîchissement d'air de la totalité des locaux sur chaque niveau : sa livraison est prévue pour fin juin 2026, et une mise à disposition des plateaux de bureaux pourra débuter au 30 avril 2026 pour permettre à la Chambre De Métiers de lancer ses travaux d'aménagements intérieurs et de distribution des bureaux à la fois pour ceux qu'elle va utiliser pour son propre compte et ceux qu'elle va louer.
- ✓ Le Livrable du Promoteur REDMAN :
  - Globalement pour le hors d'eau / hors d'air :  
Les façades sont composées en béton préfabriqué, avec des menuiseries aluminium munie de stores extérieurs ou intérieurs suivant les orientations du bâtiment. La couverture est composée essentiellement par de la tuile : ponctuellement des terrasses accessibles à R+2 et R+3 supportent une étanchéité avec des dalles sur plots pour finition. L'ensemble des murs périphériques tous niveaux, en face intérieure, bénéficient d'un doublage collé. Les aménagements extérieurs et abords directs tels que les cheminements piétonniers sont livrés finis compris éclairage et plantations.
  - Pour le RDC :  
Les locaux techniques CTA, PAC, TGBT et Ordures Ménagères, le local VDI (fibre), les ascenseurs (nb = 2), l'escalier et les sanitaires sont inclus et livrés finis prêts à l'emploi.  
Les circulations communes sont cloisonnées CF 1h incluant les portes de distribution et se voient agrémentées d'un faux plafond acoustique et d'un sol carrelé accompagné de plinthes bois : le faux plafond acoustique sera installé une fois le cloisonnement de distribution réalisé par l'acquéreur.

En dehors des circulations communes, la sous face des planchers hauts est conservée en béton brut : des baffles acoustiques seront installées par le Promoteur une fois la distribution intérieure réalisée par l'acquéreur.

Une partie de la surface mise à disposition supporte un demi niveau distribué par trois marches prenant ainsi en compte les altimétries extérieures du bâti. Les équipements électriques concernent uniquement les locaux techniques, les ascenseurs, les sanitaires et circulations communes, ainsi que l'éclairage individualisé des locaux intérieurs à créer par l'acquéreur : spots encastrés dans le cas de faux plafonds et appareils Otao Linear de chez SYLVANIA pour ceux suspendus en sous face des planchers béton. Un portier avec badges sera installé en façade principale, à jouxter la porte d'entrée du hall. Reste à charge de l'acquéreur les équipements électriques (hors éclairage) des différents locaux créés : ces équipements seront à ramener au TGBT mise à disposition, ainsi que dans les locaux VDI qui devront être équipés de baies de brassage adaptées aux besoins de la Chambre De Métiers.

La PAC mise en place est individualisée pour chaque bureaux et autres locaux spécifiques tels que salle de pause et salles de réunions ; ce en prévision du cloisonnement de distribution intérieure qui reste à charge de l'acquéreur.

En dehors des locaux techniques et sanitaires, la peinture intérieure et les revêtements de sols (compris plinthes) des circulations et des espaces bureaux, salles de réunions et autres sont à réaliser par l'acquéreur.

■ Pour les R+1, R+2 et R+3 :

Sont inclus les sanitaires, les ascenseurs (nb = 2) et l'escalier desservant les différents niveaux : ces ensembles sont livrés finis prêt à l'emploi.

Les circulations communes sont cloisonnées CF 1h incluant les portes de distribution et se voient agrémentées d'un faux plafond acoustique : le faux plafond acoustique sera installé une fois le cloisonnement de distribution réalisé par l'acquéreur.

Les équipements électriques concernent uniquement les locaux techniques, les ascenseurs, les sanitaires et circulations communes ainsi que l'éclairage individualisé des locaux intérieurs à créer par l'acquéreur : spots encastrés dans le cas de faux plafonds et appareils Otao Linear de chez SYLVANIA pour ceux suspendus en sous face des planchers béton. Reste à charge de l'acquéreur les équipements électriques (hors éclairage) des différents locaux créés : ces équipements seront à ramener au TGBT mise à disposition, par plateau, ainsi que dans les locaux VDI qui devront être équipés de baies de brassage adaptées aux besoins de la Chambre de métiers.

6La PAC mise en place est individualisée pour chaque bureaux et autres locaux spécifiques ; ce en prévision d'un cloisonnement de distribution qui reste à charge de l'acquéreur.

En dehors des circulations communes, les plafonds sont laissés en béton brut : en sus de l'éclairage individualisé suspendu, et une fois la distribution intérieure des locaux réalisée par l'acquéreur, seront implantées par le Promoteur, des baffles acoustiques correspondant aux besoins de chacun des locaux créés.

En dehors des sanitaires et de l'escalier, la peinture intérieure et les revêtements de sols (compris plinthes) des circulations et des espaces bureaux, salles de réunions et autres sont à charge de l'acquéreur.

**00.02.02 Les intervenants pour cette opération :**

- ✓ **Maîtrise d'Ouvrage :**
  - **Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine.**  
Suivi du dossier par :  
Pascal DESTANDAU - pascal.destandau@cma-nouvelleaquitaine.fr  
Maxime BRIANT - maxime.briant@cma-nouvelleaquitaine.fr
- ✓ **Maîtrise d'œuvre :**
  - **SARL FAYE Architectes + Associés, mandataire du Groupement :**  
Suivi du dossier par :  
Marine BUTON Architecte - 066.29.82.64.92 et mbu@faye.archi  
Jean-Louis FAYE Architecte - 06.07.45.70.81 et jlf@faye.archi

**00.02.03 Liste des lots :**

- ✓ **Lot 03.01 : Notice Commune.**
- ✓ **Lot 03.02 : Mobilier cuisines.**
- ✓ **Lot 03.03 : Plâtrerie - Faux plafonds.**
- ✓ **Lot 03.04 : Revêtements souples.**
- ✓ **Lot 03.05 : Peinture intérieure - Nettoyage de finition.**

**00.02.04 Liste des variantes et/ou options :**

- ✓ **Confère DPGF par lot et CCTP.**

**00.03 - DOCUMENTS APPLICABLES AU MARCHÉ :**

**00.03.01 Documents particuliers du marché :**

- ✓ La liste de l'ensemble des documents (pièces écrites et graphiques) constituant le Marché est définie dans le CCAP.
- ✓ L'ordre de préséance de ces pièces est spécifié dans le CCAP.
- ✓ **L'Entreprise répondra obligatoirement suivant le cadre de décomposition de prix global et forfaitaire aux formats DPGF par lot en y apposant son tampon, sous peine de voir son offre non prise en considération lors de l'analyse effectuée par la Maîtrise d'œuvre. Elle accompagnera ce DPGF par son devis détaillé avec son entête.**

**00.03.02 Documents généraux réglementaires, normatifs et techniques :**

- ✓ Les travaux seront réalisés conformément aux règles de construction, faisant foi en qualité de Règles de l'Art, en vigueur à la date d'établissement des offres.

- ✓ Ces règles comportent notamment :
  - Les textes officiels : codes, lois, décrets, arrêtés, circulaires,
  - Les normes AFNOR homologuées,
  - Les normes DTU éditées par le CSTB,
  - Les textes généraux et particuliers d'Avis Techniques (ATec) et les Cahiers des Prescriptions Techniques (CPT) du CST.
  - Les guides techniques de l'UEAtc,
  - Les règles professionnelles acceptées par la C2P,
  - Les recommandations professionnelles, notamment les recommandations professionnelles RAGE issues du programme PACTE (Programme d'Action pour la qualité de la Construction et la Transition Energétique),
  - Les documents locaux d'ordre réglementaire applicables aux travaux du présent marché.
- ✓ Sont également applicables les documents propres au site, notamment le Permis de Construire, les règlements spécifiques à l'opération.
- ✓ Si en cours de réalisation des travaux, de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires entrent en vigueur, l'Entreprise est tenue d'en référer au Maître de l'ouvrage par écrit. Si ces dispositions sont d'application immédiate ou de caractère d'ordre public, un avenant entre les parties devra être conclu afin d'aménager les éventuelles modifications contractuelles.

#### **00.04 - PRESCRIPTIONS GENERALES :**

##### **00.04.01 Données du site :**

- ✓ Le chantier de la Chambre de Métiers d'Angoulême sera réalisé concomitamment à la finalisation du chantier du bâtiment C proprement dit.
- ✓ Il conviendra donc d'harmoniser les interfaces entre les deux chantiers : une mise au point précise en la matière sera effectuée durant la période de préparation du chantier entre Entreprises et C.SPS.

##### **00.04.02 Sécurité incendie - Classement des bâtiments :**

- ✓ Tous les éléments constitutifs des bâtiments et leurs aménagements extérieurs devront respecter les dispositions réglementaires applicables en fonction du classement du bâtiment au titre de la sécurité incendie.
  - Les éléments importants à prendre en compte sont les suivant :
    - Les plateaux de bureaux sont soumis à la réglementation du code du travail.
    - Les locaux à rez-de-chaussée seront soumis à la réglementation ERP de type Y et L, 3<sup>ème</sup> catégorie.
  - Pour les divers classements au feu demandés sur les matériaux ou les ouvrages, l'Entreprise aura l'obligation de fournir des procès-verbaux d'un laboratoire agréé ou habilité. Ces procès-verbaux seront remis pour approbation au Maître d'œuvre et au Contrôleur technique avant commande. Cette commande ou

mise en fabrication ne pourra s'effectuer qu'après accord écrit du Maître d'œuvre.

- Pour tous ces matériaux et ouvrages, les Entreprises devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans les procès-verbaux.
- En phase chantier, toutes dispositions utiles seront prises afin d'éviter tout risque de sinistre.

**00.04.03 Exigences en termes d'acoustiques :**

- ✓ Elles seront conformes à la réglementation en vigueur.

**00.04.04 Exigences en termes d'étanchéité à l'air :**

- ✓ Elles seront conformes à la réglementation en vigueur.
- ✓ Avant les opérations de réception des ouvrages, les Entreprises devront s'assurer que les mesures peuvent être réalisées correctement, et de façon exhaustive (calfeutrement des pieds de GTL et nourrices, calfeutrement des pieds de doublages, joints acryliques en pourtour des menuiseries extérieurs compris coffres de volets roulants, bas et haut de plinthes, joint acrylique en pourtour des bouches VMC, rebouchages soignés des entrées de canalisations sous douche, baignoires et meubles cuisines ...).
- ✓ A défaut de cet autocontrôle par les Entreprises, ces dernières auront à supporter les frais inhérents à la réalisation d'essais et contrôles supplémentaires des performances en matière de tests à l'air définitifs.

**00.04.05 Matériaux :**

- ✓ Tous les matériaux concernés par les présentes prescriptions devront être présentés par les Entreprises avec tous les échantillons, procès-verbaux, documentations et justifications nécessaires. En cas d'insuffisance de renseignements, le Maître d'œuvre pourra demander à l'Entreprise et à la charge de celui-ci, tous essais ou calculs par un laboratoire ou spécialiste agréé.
- ✓ Toutes les réceptions, pour les corps d'état concernés par les présentes prescriptions, comprendront des essais de contrôle destinés à vérifier la qualité des matériaux et matériels utilisés, et de leur mise en œuvre. Les frais relatifs à ces essais sont à la charge des Entreprises concernés.
- ✓ Matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication courante :
  - Indépendamment de leur conformité au regard des prescriptions des Documents Techniques Unifiés et normes, les matériaux, matériels, appareils et articles qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux, seront toujours neufs et de la meilleure qualité dans le type indiqué.
  - Ils seront mis en œuvre selon les plus strictes règles de l'art.
  - Dans le cas où des spécifications de qualités seraient indiquées dans le CCTP et le descriptif de chaque lot, il ne sera pas admis des qualités inférieures à celles prescrites.
- ✓ Matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale et systèmes ou procédés non habituels :

- Sauf indication contraire dans le CCTP, les matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale devront être prévus par chaque Entreprise tels qu'ils sont demandés **avec le respect des marques et modèles spécifiés**.
- Toutefois, lors de l'exécution des travaux, les Entreprises pourront proposer des matériaux, matériels, appareils ou articles au moins de qualité égale à ceux demandés.
- Si le remplacement par un matériel de qualité inférieure est accepté par le Maître de l'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre, il sera fait sur le prix forfaitaire la diminution de la valeur des articles ou des matériaux proposés par rapport à la valeur de ceux prévus. Cette diminution fera l'objet d'un devis détaillé et argumenté à présenter par l'Entreprise.
- En aucun cas il ne sera fait d'augmentation sur le prix forfaitaire du marché, sauf si le remplacement du matériau ou du matériel provient d'une demande expresse du Maître de l'ouvrage.
- Dans tous les cas, les matériaux ou techniques non normalisés mis en œuvre devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une ATEX (Appréciation Technique d'Expérimentation).

**00.04.06 Prescriptions environnementales :**

- ✓ Origine du bois :
  - La matière première à base de bois composant les matériaux en bois devra être issue d'exploitations forestières engagées dans un processus de gestion durable.
  - Les exigences ne concernent que la dimension environnementale de la gestion durable des forêts qui garantit :
    - La diversité biologique des forêts,
    - Leur capacité de régénération,
    - Leur vitalité,
    - Leur capacité à satisfaire, actuellement et pour l'avenir, la fonction écologique pertinente, aux niveaux local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes.
  - Le respect de ces exigences environnementales pourra être prouvé notamment par l'obtention d'une marque délivrée par un système international de certification de la gestion durable des forêts, ainsi que par tout autre moyen de preuve approprié.

**00.04.07 Repérage des prestations de finitions par locaux :**

- ✓ Confère les plans de repérage de principe architectural joint au dossier DCE : sols, parois, plafonds.
- ✓ Confère CCTP joint au dossier DCE.

**00.04.08 Nomenclature des menuiseries extérieures et portes de distribution intérieure :**

- ✓ Confère nomenclature de principe architectural joint au dossier DCE qui confirme les repères portés en plans de principe architectural.



## **00.05 - CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX :**

### **00.05.01 Connaissance des lieux :**

- ✓ En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du dossier de consultation, l'Entreprise peut procéder, sans obligation, à la reconnaissance des lieux en vue d'apprécier l'importance, l'état et la disposition du terrain et des existants, ainsi que les difficultés et sujétions d'exécution : elle devra en faire la demande auprès du Maître de l'Ouvrage car la propriété ne peut être visitée sans autorisation préalable. La remise de son offre sera considérée comme ayant pris en compte cette obligation ainsi que celle concernant les adaptations aux existants pouvant être nécessaires.
- ✓ L'Entreprise ne peut donc arguer d'aucune omission ou sujétion particulière imprévue pour tenter de revenir sur le prix global forfaitaire du marché qui doit inclure tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de sa prestation ainsi que les incidences dues à l'état des constructions existantes, des difficultés d'accès et d'organisation de chantier.
- ✓ Par le fait de soumissionner, l'Entreprise contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la prestation du marché, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicite dans le C.C.T.P de certaines déposes ou démolitions d'ouvrages annexes.
- ✓ L'Entreprise est tenue de contrôler et de compléter, par un examen sur place, les indications des plans et du C.C.T.P.
- ✓ En aucun cas, il ne pourra faire état d'une insuffisance de description pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire.

### **00.05.02 Phasage et déroulement du chantier :**

- ✓ Le calendrier est établi par la Maitrise d'œuvre, et est joint au dossier de consultation. Le planning TCE détaillé sera réalisé lors de la période de préparation, en concertation avec les Entreprises selon les durées effectives et précises des tâches et interventions.
- ✓ En matière d'organisation du temps de travail, les délais et dates de fin de phase étant impératifs, chaque Entreprise devra adapter ses horaires de travail (horaire décalé, samedi, dimanche et jours fériés sur autorisation Inspection du Travail, en poste, etc...) en respectant les dispositions réglementaires en vigueur. La trêve estivale à prendre en compte sera celle fixée par commune si elle en prescrit : les Entreprises devront se renseigner sur le sujet et prendre en compte ce besoin.

### **00.05.03 Relation avec les exploitants de réseaux :**

- ✓ Les différentes Entreprises doivent se mettre en rapport avec tous les services intéressés et/ou concernés, elles doivent se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou organismes désignés par eux et fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandées.
- ✓ Les Entreprises doivent plus particulièrement :
  - Effectuer les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) en correspondance aux déclarations de projet de travaux (DT) établies par le

Maître de l'Ouvrage, selon les dispositions du Code de l'environnement relatives aux travaux à proximité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, ceci auprès de tous les exploitants de réseaux **sous une semaine** à notification du Marché. Les Entreprises sont tenues de renouveler si nécessaire ces déclarations selon les différents cas prévus par la réglementation

- Obtenir tous les accords nécessaires tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations privées.
  - Transmettre au Maître d'œuvre tous les renseignements qu'ils ont recueillis au cours de ces contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à leur charge, soit l'exploitation des Installations.
  - Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous frais nécessités par les opérations de contrôle ou de vérifications.
  - Signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de finition de chacune de ses interventions.
- ✓ Les Entreprises doivent effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents, afin d'obtenir en temps voulu la mise en service des installations conformément au planning contractuel.
  - ✓ Elles doivent enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître de l'ouvrage et les remettre aux services intéressés.
  - ✓ Pour les lignes électriques, une fois les réseaux identifiés, Les Entreprises devront respecter les règles de sécurité spécifiques prévues au Code du travail.

#### **00.05.04 Dispositions relatives à la sécurité et à la santé :**

- ✓ Les Entreprises respecteront les diverses réglementations relatives à la sécurité et à la protection de la santé, notamment les dispositions énoncées dans le Code du Travail ainsi que dans le PGC du C.SPS.
- ✓ Elles prendront en compte les dispositions générales de l'Inspection du Travail ainsi que les dispositions décrites dans le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.).
- ✓ Ces dispositions seront incluses dans les offres des Entreprises et ne donneront lieu à aucune rémunération supplémentaire.

#### **00.05.05 Protection des existants :**

- ✓ Pas de stationnement du chantier (tous véhicules) en dehors du chantier.
- ✓ La voirie existante sera nettoyée journalièrement autant que nécessaire aux frais des lots concernés et sur commande du Lot Gros Œuvre.
- ✓ Les Entreprises devront prendre toutes les dispositions et toutes les précautions utiles afin d'assurer systématiquement la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité de leurs zones de travaux.

- ✓ Ces prescriptions s'entendent tant pour les zones dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois, ainsi que pour les arbres existants.
- ✓ Les protections à mettre en place seront choisies en fonction de la nature et de l'importance des travaux ainsi que de l'état de conservation des ouvrages existants.

**05.05.06 Délais de réalisation des travaux :**

- ✓ Il est rappelé aux Entreprises l'impératif du strict respect du calendrier et des plannings de chaque corps d'état.
- ✓ Les Entreprises devront prendre toutes leurs dispositions pour le respect de leurs interventions. Elles devront anticiper toute action permettant un gain de temps ou évitant un retard.

**05.05.07 De manière générale :**

- ✓ Chaque lot et sous lot est responsable de ses approvisionnements et stockages sur chantier. Il devra être veiller à ce que toutes livraisons, opérées par une ou des Entreprises extérieures, soient effectuées en respectant les conventions arrêtées préalablement avec le coordonnateur SPS qui aura dû, préalablement, établir une inspection commune avec ces derniers : et s'assure de la bonne exécution des directives du PGC.
- ✓ Chaque lot et sous lot est responsable de la totalité des prestations et matériels mis en œuvre sur et au sein de l'ouvrage, leur protection respective et ce jusqu'à la réception des travaux avec le Maître de l'Ouvrage : y compris tous vols et/ou détérioration qui pourraient survenir avant la réception des ouvrages avec obligation de remplacement et/ou reprises de mise en œuvre suivant les besoins constatés.
- ✓ Chaque lot et sous lot a charge de livrer ses ouvrages nettoyés et prêts, en toute conformité, à leur utilisation.
- ✓ Les obligations de résultat priment sur les obligations de moyens : l'Entreprise ne pourra en aucun cas s'appuyer sur les obligations de moyens pour justifier un manquement aux obligations de résultats. L'Entreprise est réputée avoir pris connaissance des obligations de moyens figurant aux CCTP avant la signature des marchés et les faire siennes. Elle pourra proposer au Maître d'Œuvre des adaptations ou compléments aux obligations de moyens en cours de travaux dans la mesure où elle justifie que ces adaptations ou compléments permettront plus sûrement d'obtenir les résultats exigés.

**05.05.08 Analyses et essais :**

- ✓ Les Entreprises devront procéder ou faire procéder par un organisme agréé à tous les contrôles et essais contractuels prévus par la réglementation ainsi que tous ceux demandés par la Maîtrise d'Œuvre ou par le contrôleur technique. Ces contrôles et essais sont à la charge de l'entreprise.
- ✓ Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux.

- ✓ Ils feront l'objet de compte rendus écrits et détaillés qui seront soumis au maître d'œuvre avant réception des ouvrages.
- ✓ En cas de litige, il pourra être fait appel, par le Maître d'œuvre, à des organismes spécialisés afin de réaliser des contre-essais en laboratoires. En cas de résultat défavorable l'Entreprise concernée devra supporter les frais de ces contrôles.

**05.05.09 Echantillons :**

- ✓ Les échantillons des matériaux, matériels ou articles proposés par les Entreprises titulaires sont obligatoirement déposés au bureau de chantier pour approbation par les Maîtres d'œuvres et le Maître de l'ouvrage.
- ✓ Les Entreprises titulaires établissent durant la période de préparation, en accord avec le Maître d'œuvre la liste de tous les échantillons à présenter.
- ✓ Des séances de travail/validation réservées au choix ou à l'acceptation des échantillons sont prévus selon le "calendrier" suivant :
  - Une première séance de validation des échantillons des lots clos/couvert quatre semaines après le démarrage de la période de préparation du chantier.
  - Une deuxième séance pour les validations des dossiers techniques des lots fluides six semaines après le démarrage de la période de préparation du chantier (suite à cette séance, les entreprises pourront commander leurs échantillons).
  - Une troisième séance pour validation des échantillons des lots fluides.
  - Une dernière séance pour le choix des lots de finitions.
- ✓ Tous les échantillons choisis et acceptés seront répertoriés et restent, jusqu'à la fin du chantier, dans le bureau de chantier, dans une pièce fermant à clé.
- ✓ Ces échantillons resteront la propriété de la Maîtrise d'Ouvrage. Leurs évacuations (et destructions selon le cas) seront à la charge des Entreprises concernées mais seront subordonnées à une autorisation collégiale Maîtrise d'Ouvrage/Maîtrise d'œuvre (accord écrit).
- ✓ Tous les matériaux, matériels et articles commandés avant l'acceptation des échantillons peuvent être refusés par le Maître d'œuvre.
- ✓ Pendant la durée des travaux, le Maître d'œuvre peut être amené à demander des compléments d'échantillons ou à en substituer certains à ceux présentés pour parfaire la réalisation du projet, sans que les Entreprises puissent contester ces décisions pour autant qu'elles ne soient pas postérieures à leurs commandes aux fournisseurs.
- ✓ Pour éviter les litiges les Entreprises titulaires des marchés devront systématiquement envoyer pour information au Maître d'œuvre, une copie de leurs bons de commande à leurs fournisseurs.
- ✓ Faute de s'acquitter de cette formalité, les Entreprises subiront les conséquences des modifications de prestations qui pourraient intervenir ultérieurement.

**05.05.10 Prototypes :**

- ✓ Pour certains lots, le Maître d'œuvre peut exiger la présentation de prototypes relatifs à des ouvrages nécessitant une mise au point particulière, tant sur le plan technique que sur le plan esthétique.
- ✓ La fourniture de prototypes fait partie des prestations dues par les Entreprises dans le cadre de leurs marchés et ne peut donner lieu à aucune demande de supplément.
- ✓ Ces prototypes sont considérés comme des ouvrages à part entière, réalisés indépendamment du chantier dans l'aire d'installation de chantier. Toutefois dans le cadre d'ouvrages spécifiques (tels que les menuiseries extérieures venant dans une paroi existante, le prototype pourra être réalisé dans l'emprise même du chantier).
- ✓ Ils devront permettre de répondre aux exigences suivantes :
  - Une exigence technique : vérifier à la fois la mise en œuvre correcte des matériaux, leur assemblage et les interfaces entre les différents corps d'état.
  - Une exigence en termes d'esthétique permettant de juger du rendu des matériaux, de matière, de volume, de finition... (liste non exhaustive).
- ✓ Avant la réalisation, l'Entreprise doit fournir et soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre :
  - Un échantillonnage complet des matériaux de finition composant le prototype.
  - Un échantillonnage complet des couleurs de finition composant le prototype.
- ✓ Ces prototypes seront réalisés avant toute préparation ou montage en atelier et bien entendu avant toute mise en œuvre sur le site. La non-observation de cette exigence pourra entraîner le refus des matériaux et matériels fournis avec obligation de changer les éléments aux seuls frais de l'Entreprise.
- ✓ La définition exacte et les limites de ces prototypes seront précisées en phase préparation de chantier avec l'équipe de Maîtrise d'Œuvre ; leurs réalisations se feront au plus tôt (planning à renseigner en phase préparation de chantier).
- ✓ Après examen des prototypes et/ou des échantillons et obtention de l'accord du Maître d'œuvre sur la réalisation de l'ouvrage, l'Entreprise pourra commander et traiter en série les autres pièces correspondantes.
- ✓ Aucune commande ou mise en fabrication ne pourra se faire sans ou avant d'avoir obtenu l'accord du Maître d'œuvre relatif aux prototypes, modèles ou échantillons particuliers.
- ✓ Toutes les fournitures devront être strictement conformes aux prototypes et/ou échantillons validés.
- ✓ Les prototypes seront conservés sur site jusqu'à accord du Maître d'œuvre sur leur évacuation par les Entreprises concernées.

**05.05.11 Mission VISA :**

- ✓ La mission confiée par la Maîtrise d'ouvrage à la Maîtrise d'œuvre est une mission de base selon la loi M.O.P, **sans** études d'exécution et **avec VISA** des plans d'exécution des Entreprises sur le plan de principe architectural.
- ✓ En procédant à leurs études et à leur remise de prix, les Entreprises doivent vérifier tous les plans, coupes, dessins des façades et détails particuliers ainsi que les descriptions et prescriptions du ou des CCTP relatifs aux lots pour lesquels ils soumissionnent et celles de la présente notice commune. Elles se doivent également de prendre connaissance des autres lots pour prise en compte de l'imbrication et conséquences des prestations entre elles dues pour l'ensemble de l'opération.
- ✓ Les plans d'atelier, de façonnage, de fabrication et de préfabrication des ouvrages sont dus par les Entreprises. Ces plans d'ensemble et de détails et notes justificatives seront soumis au visa de la Maîtrise d'œuvre et du Bureau de Contrôle. Ils prendront en compte les plans de synthèse avec les autres corps d'état et indiqueront l'environnement physique dans lequel s'inscrivent leurs ouvrages.

**05.05.12 Mission de Synthèse (SYN) :**

- ✓ Des séances de synthèse, auxquelles les Entreprises sont tenues de participer, seront conduites par la Maîtrise d'Œuvre.
- ✓ La réalisation des études de synthèse a pour objet d'assurer pendant la phase d'étude d'exécution, la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage des corps d'état techniques (structure, charpente, VRD, fluides, électricité, ascenseur, menuiseries extérieures et intérieures), dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par des « plans de synthèse » qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.
- ✓ La cellule de synthèse, est animée par la Maîtrise d'Œuvre. La production des documents de synthèse (plan, coupe, CR...) est à la charge de chaque lot concerné (Charpente, Fluides... etc) sauf cas spécifique comme signifié ci-dessus.
- ✓ Chaque participant a pour obligations :
  - De donner tout document demandé par l'animateur de la cellule de synthèse,
  - De participer aux réunions,
  - De prendre en compte les informations, demandes, décisions, etc... formulées en réunion de synthèse ou stipulées au compte-rendu de réunion de synthèse.
- ✓ L'animateur de la cellule de synthèse doit s'assurer du respect des objectifs et des moyens mis en œuvre à cet effet par les participants. Il effectue tous rappels nécessaires.
- ✓ La Maîtrise d'Œuvre apporte la vision du projet, la définition des techniques imposées. En aucun cas, la Maîtrise d'Œuvre ne saurait se substituer aux obligations mises à la charge des Entreprises. Elle organise les réunions et intervient comme arbitre si aucune solution satisfaisante pour les intervenants ne peut être trouvée.
- ✓ Les réunions de synthèse sont périodiques. Y participent :

- Le Maître de l'ouvrage ou un représentant légal s'il le souhaite.
  - Les représentants de la Maîtrise d'Œuvre concernés.
  - L'OPC pour la partie planification.
  - Les Entreprises convoquées.
  - Le Contrôleur technique si nécessaire.
- ✓ Les points suivants sont traités à chaque réunion de synthèse (liste non limitative) :
- Uniquement à la première réunion : informations sur fonctionnement des réunions de synthèse et dispositions particulières relatives à la charte graphique exposées par l'animateur de la synthèse.
  - Approbation du compte - rendu précédent.
  - Etat de production des documents de synthèse.
  - Pointage du planning.
  - Adaptation des mesures nécessaires pour rattraper le retard si nécessaire.
  - Résolution des problèmes spécifiques.
  - Etablissement de l'ordre du jour de la réunion suivante.
  - Rédaction par l'animateur de la cellule de synthèse d'un compte-rendu avec diffusion à l'ensemble des intervenants.
- ✓ Toute modification demandée par une Entreprise, la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage sera gérée de la façon suivante :
- Modifications pendant l'étude de synthèse jusqu'à l'indice B inclus : enregistrement en réunion de synthèse, analyse de la modification et réponse à la réunion suivante pour prise en compte immédiate si possible suivant planning ou prise en compte par une fiche de modification.
  - Après l'émission de l'indice B du plan de synthèse, toute demande de modification (entreprises, MOE, MOA) devra faire l'objet d'une fiche de modification dont le demandeur aura au préalable analysé la faisabilité. L'arbitrage sera assuré par la MOE. Le plan de synthèse et le plan de réservation seront contrôlés par l'animateur de la synthèse.
  - Cependant, il appartiendra à chaque corps d'état de s'assurer que ses besoins sont satisfaits tant pour ce qui concerne la synthèse que les réservations.
  - Chaque corps d'état disposera d'un délai de 8 jours pour contrôler le plan de réservation et transmettre ses demandes complémentaires au gros œuvre (avec copie à la MOE). La diffusion des plans de synthèse est à la charge de la cellule synthèse.

**05.05.13 Procédure générale de production et de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) :**

- ✓ Remise du DOE :
  - L'Entreprise remet un exemplaire complet de son dossier DOE à la Maîtrise d'œuvre, pour contrôle et avis, ceci au plus tard 3 mois avant la réception du chantier. Ce dossier DOE doit comporter, au niveau des pièces graphiques, les plans et schémas existants impactés par l'opération avec mise à jour de fichiers informatiques selon le cas (format DWG et DXF) ainsi que tous les nouveaux plans et schémas créés pour l'opération avec fichiers informatiques correspondants, l'ensemble conforme à la charte graphique précisée par la Maîtrise d'Ouvrage ou la Maîtrise d'Œuvre.
  - A réception de l'exemplaire complet du dossier DOE sous forme dématérialisée, la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage procèdent à l'analyse technique et les observations ou corrections à apporter sont envoyées à l'Entreprise pour mise au point du DOE définitif sous quinzaine au plus tard.
  - L'Entreprise corrige son DOE sous deux semaines au plus tard, produit et remet un dossier complet selon les dispositions énoncées ci-après deux mois avant la réception des travaux :
    - 1 exemplaire dématérialisé sous forme de clé USB avec une version au format natif (dwg, dxf, word, excel...) et une version PDF, pour le Maître de l'Ouvrage.
    - 1 exemplaire dématérialisé sous forme de fichier compressé par courriel avec une version au format natif (dwg, dxf, word, excel...) et une version PDF, pour la Maîtrise d'œuvre.
- ✓ Contenu du DOE, à minima :
  - Ensemble des documents nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage.
  - Plans et schémas conformes à l'exécution.
  - Notices de fonctionnement.
  - Notes de calculs et de dimensionnement des équipements.
  - Prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.
  - Plus particulièrement (non exhaustif) :
    - Les schémas de principe.
    - Les plans d'implantation des équipements.
    - Les détails d'exécution.
    - Les listes et notices d'utilisation et d'entretien des différentes installations.
    - Les listes et notices techniques détaillant d'une façon très précise la liste des matériaux et appareils mis en œuvre (marque et référence).



- Les procès-verbaux des matériaux notamment de résistance au feu, les avis techniques.
- Les attestations de conformité CE.
- Le rapport des essais des installations y compris les fiches d'autocontrôle établies par les Entreprises.
- Les certificats de garantie auxquels s'engagent les entreprises et les fournisseurs pour certains ouvrages particuliers ainsi que les contrats d'assurance éventuellement souscrits pour couvrir les garanties.
- La liste des pièces de rechange et matériel consommable.
- Les avis techniques des matériels et certificats de conformité à la norme des équipements.
- Le rapport des mesures et de réglages hydrauliques.
- Les attestations d'essai de fonctionnement de l'Agence Qualité Construction (AQC).
- Les attestations de mise en service par les fabricants.
- ✓ Mise en forme du dossier DOE, et à minima :
  - Selon demande du Maître de l'Ouvrage, pour faciliter les recherches de documents, ceux-ci seront regroupés dans cinq "sous-dossiers DOE" :
    - Organisation générale.
    - Structures.
    - Technique : classement par lot (et par sous-ensemble selon demande du gestionnaire).
    - Sécurité.
    - Utilisation, Exploitation et Maintenance.
  - Sous-dossier Organisation Générale :
    - Plan de masse format A4 ou A3.
    - Plans de distribution des locaux non cotés, avec repérage de chaque local et indication de sa fonction, l'objectif étant de pouvoir disposer d'un ensemble fonctionnel cohérent (service par exemple) sous format A4 ou A3, échelle à adapter selon taille du bâtiment.
    - Détail des surfaces utiles.
    - Planche photos (prises aux étapes importantes du chantier).
  - Sous-dossier Structures :
    - Rapport des études de sol.
    - Plans et notes de calcul des structures des fondations.
    - Note synthétique donnant les surcharges admissibles de plancher.
    - Recommandations en vue des précautions à prendre pour les percements, scellements, etc.

- Sous-dossier Technique :
  - Documents écrits :
    - Notices descriptives, de fonctionnement et d'entretien des divers éléments de la construction (menuiseries extérieures et intérieures, cloisons, revêtements de sols et murs, installations techniques, etc.).
    - Les Procès-Verbaux (PV) des divers certificats de garantie des appareils et matériels.
    - Les divers certificats d'essais des appareils et matériels.
    - Les PV de classement ou label des différents matériaux.
    - Le PV des épreuves béton.
    - Les PV des essais in situ des installations techniques.
    - Les garanties des constructeurs et fournisseurs.
    - L'inventaire des matériels installés.
    - La liste des pièces de rechange (de première urgence) avec leurs références (pour approvisionnement).
    - Une note synthétique donnant les puissances électriques.
  - Plans et schémas :
    - Plan de masse (échelle 1/200ème).
    - Plan de récolement VRD (échelle 1/200ème).
    - Plans architecte mis à jour des niveaux, toiture y compris accès, façades, coupes, etc. (échelle 1/50ème).
    - Schémas et plans des installations techniques.
    - Plans de détail et coupes au 1/50ème.
    - Vues "en éclatées" si nécessaire pour les assemblages complexes.
    - Localisation des trappes d'accès aux toitures, combles, vide sanitaire, faux plafonds, etc.
- Sous-dossier Sécurité :
  - Sécurité contre les risques d'incendie et de panique :
    - Plan d'évacuation des locaux.
    - Positionnement des places et cheminement des personnes à mobilité réduite.
    - Localisation des cloisons et portes Coupe-Feu (CF) et Pare Flamme (PF) avec leur position normale ouverte ou fermée.
    - Plans des dispositifs d'évacuation des fumées.
    - Plans du réseau desservant les Robinets d'Incendie Armés (RIA), bouches d'incendie, colonnes sèches si elles existent.

- Localisation des dispositifs de coupure instantanée de l'alimentation électrique et de gaz des appareils utilisant une source d'énergie (ventilation, ascenseurs, etc.).
- Alarmes, blocs lumineux de sécurité, etc. avec plan de localisation, consignes d'entretien et d'utilisation.
- Plans des peintures intumescentes à renouveler périodiquement si elles existent.
- Degrés CF et PF des portes, cloisons, vitrages, etc. (pour tous les matériaux mis en œuvre).
- Schéma de fixation des éléments de faux plafonds.
- Positionnement des clapets CF des installations de ventilation.
- Prescriptions concernant la remise en gaz après coupure.
- Sécurité et protection de la santé de travailleurs intervenant ultérieurement sur l'ouvrage. Cette partie est constituée des éléments complémentaires nécessaires au coordonnateur SPS pour Constituer le dossier obligatoire d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Elle est établie selon ses instructions.

#### **00.06 - COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT :**

- ✓ L'attention des Entreprises est attirée sur les multiples interfaces entre les travaux des corps d'état différents. Les Entreprises devront en amont, étudier en détail et avec précision, les interférences entre les divers lots et leur propre lot pour chaque ouvrage ou élément d'ouvrage qui le nécessite. Chaque Entreprise devra prendre connaissance de l'étendue des travaux de l'ensemble des lots.

##### **00.06.01 Limites des prestations :**

- ✓ Les limites de prestations sont définies dans le CCTP de chaque lot.

##### **00.06.02 Définition et principes des réservations et percements :**

- ✓ Les réservations s'entendent comme des traversées ou encoches non traversantes, prévues à l'avance et indiquées sur les plans de réservations avant l'exécution des travaux :
  - Dans les structures portantes : gros œuvre ou charpente métallique ou charpente bois,
  - Dans les maçonneries non porteuses,
  - Dans les cloisons ayant des caractéristiques coupe-feu ou acoustique.
- ✓ Le rebouchage des réservations dans les planchers est à la charge du lot Gros œuvre. En cas de surdimensionnement de la réservation (selon appréciation du bureau d'étude) ou de non utilisation de la réservation, le coût du rebouchage est à la charge de l'utilisateur.

- ✓ Les percements sont des réalisations de traversés ou encoches non traversantes dans des ouvrages neufs déjà réalisés ou dans des parois existantes. Ceux-ci ne pourront être exécutés sans l'accord explicite préalable de l'Entreprise ayant réalisé l'ouvrage dans lequel le percement doit être exécuté, ou du bureau d'étude technique en cas de bâtiment existant.
- ✓ Pour les réseaux de petites dimensions, les traversées de petites dimensions (dimensions inférieures ou égales à Ø 15 cm ou 15/15 cm), dans des ouvrages autres que la charpente métallique et charpente bois, seront réalisées sous la forme de percements post- construction.
- ✓ Le rebouchage des réservations et des percements doit être de même qualité que les ouvrages concernés.
- ✓ La finition des rebouchages doit être même qualité et aspect que le parement des ouvrages concernés.
- ✓ On entend, dans les tableaux qui suivent par :
  - « GO » = l'Entreprise titulaire du lot Gros œuvre.
  - « CLOI » = l'Entreprise titulaire du lot Cloisons + Doublage + Faux Plafonds.
  - « U » comme Utilisateur, l'Entreprise dont les travaux exigent la confection du trou concerné.
- ✓ L'Entreprise de chaque lot doit l'indication conformément au planning aux lots GO, CLOI, de toutes les réservations et supports spéciaux à prévoir dans les ouvrages (conception, dimension, implantation) ; le coût des supports spéciaux est à la charge de chaque lot qui rémunérera directement l'Entreprise assurant leur réservation.
- ✓ Ces plans des réservations, percements et supports spéciaux sont à fournir au plus-tard 15 jours avant la date de sortie des plans d'exécution des structures concernées.
- ✓ Les Entreprises GO, CLOI et FP doivent réserver les trous dans leurs ouvrages, non seulement pour leurs propres besoins, mais également pour ceux des entreprises des autres corps d'état dans la limite où les réservations auront été précisées, en dimensions et en emplacement.
- ✓ Les Entreprises utilisatrices U doivent fournir aux lots GO, CB, CLOI (mais également au lot Couverture - Etanchéité) leurs plans d'atelier et de chantier donnant les positions et les dimensions de leurs réservations.
- ✓ Les Entreprises GO, CM, CB, CLOI et FP doivent établir, en coordination avec les autres corps d'état, leurs plans d'atelier et de chantier (P.A.C.), indiquant notamment de façon très précise les passages, trous et emplacements à réserver.
- ✓ Ces plans de réservations, une fois établis, devront être vérifiés et validés par chaque entreprise concernée. Les Entreprises GO, CB, CLOI et FP s'assureront de cette validation avant exécution. Toute Entreprise ne respectant pas ce processus ne pourra porter réclamation sur une réservation défectueuse et en assurera, à elle seule, la réparation et toutes les incidences financières.
- ✓ Les Entreprises GO, CLOI et FP réalisent les tracés des réservations.
- ✓ A défaut de fourniture des plans par l'Entreprise utilisatrice dans les délais, les tracés de ces réservations seront à réaliser par cette dernière.
- ✓ Chaque Entreprise aura l'obligation de vérifier la bonne implantation et dimensions de ses propres réservations et, le cas échéant, de signifier par écrit au titulaire du lot GO, CLOI et FP, toute erreur d'implantation ou oubli.
- ✓ Dans ce cas, l'Entreprise GO, CLOI et FP concernée aura l'obligation de reprendre, à sa charge, la réservation oubliée ou mal implantée.

- ✓ La technique d'exécution des réservations par les lots GO, CLOI et FP doit tenir compte non seulement des spécificités de leurs propres ouvrages (conformité aux procès-verbaux de résistance au feu ou acoustique notamment) mais également :
  - Des procédés renseignés par les entreprises utilisatrices U (notamment type de clapet coupe-feu, profilés de finition ou collerettes de finitions des équipements),
  - Des techniques envisagées pour le rebouchage.
- ✓ Toute réservation oubliée par une entreprise (ou modifiée tardivement) sera réalisée par le titulaire du lot GO, CLOI ou FP à la charge de l'entreprise défaillante. En aucun cas, l'entreprise défaillante n'aura l'autorisation de procéder elle-même à la réalisation de sa réservation dans les ouvrages de structure, en cloisons "coupe-feu" ou "acoustique".
- ✓ Dans ce cas précis, l'Entreprise de GO, CLOI ou FP indiquera, préalablement à la réalisation, le coût de son intervention à l'entreprise défaillante. En cas de litige, la Maîtrise d'Ouvrage arbitrera et statuera en concertation avec la Maitrise d'Œuvre, ceci en présence des deux parties. Le mode de régularisation (avenant ou autre) sera précisé durant la phase EXE.
- ✓ Chaque Entreprise doit assurer la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.
- ✓ Dans les cloisons, les scellements et rebouchages seront effectués avec des matériaux de même nature que la cloison.
- ✓ Dans tous les cas de figure, les rebouchages et calfeutrements devront restituer les caractéristiques des ouvrages traversés, notamment :
  - Les degrés coupe-feu et exigences de classement feu des ouvrages,
  - Les exigences d'isolement acoustique défini pour les ouvrages,
  - Les exigences de tenue et de résistance mécanique des ouvrages,
  - Les exigences de perméabilité à l'air, à l'eau, à l'humidité et à la vapeur d'eau, etc.

#### **00.06.03 Exécution des percements :**

- ✓ Si la phase de finition n'est pas entamée au moment du percement, l'Entreprise à laquelle est confiée la finition de ces ouvrages réalisera cette finition et en aura la charge ; si la phase de finition est achevée, c'est l'utilisateur qui en assumera la charge.
- ✓ Dans le cas de travaux dans un bâtiment existant, les percements, rebouchages et finitions sont à réaliser par une Entreprise qualifiée et à la charge de l'utilisateur.
- ✓ Dans le cas de pose d'équipements ou d'appareillages munis de profilés ou de collerettes de finitions, la finition est à la charge de l'utilisateur qui pose l'équipement.
- ✓ Sont également à la charge (et aux frais) des Entreprises de GO, CLOI et FP tous les percements explicitement demandés dans leur CCTP respectif.
- ✓ Les autres percements seront à la charge de chaque Entreprise U concernée qui en assurera l'implantation et la prise en charge financière.
- ✓ Chaque Entreprise doit assurer la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.
- ✓ Dans les cloisons sèches et autres parois, au cas où des dégradations seraient constatées, les reprises seront effectuées par les entreprises du lot GO, CLOI ou FP à la charge du corps d'état Utilisateur.

- ✓ Dans les cloisons et les faux-plafonds, les scellements, rebouchages seront effectués avec des matériaux de même nature que la cloison. Les raccords de scellement au droit des ouvrages en plâtre qui ne seraient pas correctement exécutés seront repris par l'entreprise du lot CLOI ou FP à la charge du corps d'état intéressé.
- ✓ Dans tous les cas de figure, les rebouchages et calfeutrements devront restituer les caractéristiques des ouvrages traversés, notamment :
  - Les degrés coupe-feu et exigences de classement feu des ouvrages.
  - Les flocages dégradés lors des percements devront être remis en état dans le cadre du rebouchage brut.
  - Les exigences d'isolement acoustique défini pour les ouvrages.
  - Les exigences de tenue et de résistance mécanique des ouvrages.
  - Les exigences de perméabilité à l'air, à l'eau, à l'humidité et à la vapeur d'eau, etc.

**00.06.04 Fourreaux :**

- ✓ La mise en place systématique de fourreaux dans les éléments de structure ou de cloisons légères, afin d'assurer le passage des canalisations et des différents réseaux de distribution, est à réaliser et à la charge de chaque Entreprise concernée.
- ✓ L'Entreprise devra araser ses fourreaux à 25mm des nus finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par produits du type Gainojac ou produit techniquement équivalent pour en assurer l'étanchéité. Ce produit devra être compatible avec les exigences :
  - De stabilité dans le temps.
  - D'efficacité acoustique.
  - De comportement au feu.

**00.06.05 Trait de niveau :**

- ✓ Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'Entreprise du lot Gros œuvre. Il sera reporté ou tracé à chaque étage autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'Entreprise puisse prétendre à une indemnité ou à l'incorporer au compte "prorata".

**00.06.06 Implantation des ouvrages :**

- ✓ Le piquetage général reportant sur le terrain la position des ouvrages sera maintenu en état pendant toute la durée du chantier par l'entreprise du lot gros œuvre.
- ✓ L'Entreprise veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements des futurs murs.
- ✓ Chaque Entreprise intéressée doit s'assurer en temps opportun de l'exactitude de ces traits de niveau. A défaut d'avoir signalé en temps voulu les erreurs ou anomalies, elle prend à sa charge les ouvrages indispensables à la correction des erreurs.

**00.06.07 Joint de dilatation (si existant dans le projet) :**

- ✓ Les Entreprises devront tenir compte pour leurs ouvrages de toutes sujétions dues à la présence des joints de dilatation indiqués sur les plans.
- ✓ L'Entreprise titulaire du Lot Gros œuvre devra, dans tous les cas :
  - Mettre en place les joints souples d'obturation des joints de dilatation, toutes faces.
  - Mettre en place les tresses et joints coupe-feu partout où ils sont nécessaires.

- ✓ Les prescriptions spécifiques sur l'étanchéité à l'air des joints de dilatation sont identiques à celles :
  - Des parois courantes en béton armé,
  - Des menuiseries extérieures,
  - Des passages de gaine,
  - Des réservations et des passages électriques.

**00.06.08 Réception des supports :**

- ✓ Chaque Entreprise doit effectuer une *réception contradictoire* des supports sur lesquels elle doit intervenir, et ce préalablement à la réalisation de ses travaux sur les dits supports. Chaque réception contradictoire doit faire l'objet d'un constat écrit signé par les parties concernées, à envoyer à la MOE et à l'OPC. Le fait de commencer son intervention vaudra pour l'Entreprise **réception sans réserve du ou des support(s)**.

**00.06.09 Protections diverses :**

- ✓ Les Entreprises seront responsables vis-à-vis du Maître de l'ouvrage des dégâts pouvant survenir, jusqu'à la réception, aux ouvrages qu'ils ont exécutés et équipements qu'ils ont installés, charge à eux de prendre toutes mesures préalables pour éviter les dégâts prévisibles et de se prémunir d'une assurance ou de se retourner contre les Entreprises responsables dans le cadre ou non du compte-prorata, sous l'arbitrage du Maître d'œuvre. Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous les moyens appropriés : ouvrages provisoires, pompes, etc.
- ✓ Réciproquement, les Entreprises sont responsables des dommages causés par leurs propres travaux aux ouvrages des autres corps d'état ou aux ouvrages existants.
- ✓ De ce fait, au fur et à mesure de leur réalisation ou mise en place, tous les ouvrages doivent recevoir toute protection adéquate sous la responsabilité de l'Entreprise concerné. Il est de la responsabilité de l'entreprise de mettre en place des protections efficaces et durables, et d'en assurer le maintien pendant toute la durée nécessaire ; faute de quoi l'Entreprise devra effectuer toutes les reprises nécessaires à ses ouvrages pour livrer des ouvrages neufs et conformes à leurs destinations.
- ✓ Les matériaux de protection (cartonnage, panneaux bois, protection polyane, etc...) seront enlevés en fin de chantier par l'Entreprise et évacués dans les bennes de tri des déchets de chantier.
- ✓ Les films plastiques seront enlevés suivant prescriptions du fabricant et avant que les agents climatiques rendent leur élimination difficile : à charge du lot les ayant posés et/ou livrés sur site.
- ✓ L'Entreprise aura à sa charge tous les remplacements qui s'avèreraient nécessaires jusqu'à la réception des bâtiments.
- ✓ Chaque Entreprise devra la protection des ouvrages qu'elle réalise. En particulier les Entreprises des lots de finition de sol devront une **protection lourde** de leurs ouvrages jusqu'au moment de la réception.

## **00.07 - ORGANISATION COLLECTIVE :**

### **00.07.01 Dispositions communes de chantier :**

- ✓ En vue de gérer les « dépenses communes » à engager dans le cadre des travaux de la présente opération, une convention entre les Entreprises ou groupement d'Entreprises titulaires d'un marché de travaux est établie.
- ✓ Cette convention a pour but de gérer le compte prorata.
- ✓ Le gestionnaire du compte prorata est l'Entreprise titulaire du **lot Gros Oeuvre**.

### **00.07.02 Répartition des dépenses :**

- ✓ Suivant Compte prorata.

### **00.07.03 Compte prorata :**

- ✓ Généralités :
  - Dans le cadre du compte-prorata, le titulaire du **lot Gros Oeuvre** gère le compte prorata et procède aux appels de fonds directement vers chaque lot.
  - Pour cette opération, le pourcentage du Compte Prorata est de **1,5% pris en compte par la totalité des lots** : il s'agit d'une prévision qui sera revue à la baisse ou à la hausse, en fonction de la vie du chantier, qui, avant application, devra être validée par la commission.

### **00.07.04 Branchement de chantier :**

- ✓ Sauf stipulations contraires mentionnées au CCAG ou au PGC, tous les branchements nécessaires à la bonne marche du chantier, à savoir, eau, électricité, téléphone, eaux usées..., ainsi que toutes les installations et équipements y afférents seront mis en place, au titre du compte prorata, par le lot Gros Œuvre, ceci pendant la période de préparation du chantier et conformément au plan des installations. Toutes les installations et branchements de chantier réalisés seront déposés par lot précité à la fin du chantier.
- ✓ Les locations et les consommations seront facturées au compte prorata : hors consommation électrique de la grue durant la phase Gros Œuvre.
- ✓ L'Entreprise se chargera de toutes les démarches auprès des services administratifs et techniques compétents des différents distributeurs : Orange, ENEDIS, etc.
- ✓ La prise en compte des difficultés d'alimentation pour justifier d'un retard sur les délais ne sera pas acceptée.
- ✓ Toutes les installations sanitaires de chantier, en conformité à la réglementation en vigueur, y compris leur raccordement au niveau du réseau d'assainissement, seront exécutées avec l'accord préalable des services publics.
- ✓ Les installations des divers bungalows propres aux Entreprises seront à la charge de ces dernières. Il en est de même pour la dépose et l'évacuation en fin de chantier.

### **00.07.05 Installation de chantier :**

- ✓ Confère définition en généralités du CCTP lot Gros Œuvre, la présente Notice Commune, le PIC et le PGC.



- ✓ **Les clôtures de chantier seront implantées avant intervention du lot VRD avec priorité donnée à la zone humide : en rappelant que cette prestation n'est pas incluse dans le Compte Prorata, mais est un dû du lot Gros Œuvre et que leur entretien est également à sa charge jusqu'à la fin du chantier.**

**00.07.06 Panneau de chantier :**

- ✓ A charge du lot Gros Œuvre compris mises à jour : l'ensemble porté au compte prorata.

**00.07.07 Eclairage et installations électriques de chantier :**

- ✓ La fourniture et mise en place de l'éclairage extérieur de chantier, les alimentations des bungalows et installations communes comme de la grue, sont à charge du lot Gros Œuvre et portées au Compte prorata.

**00.07.08 Nuisance acoustique du chantier :**

- ✓ Afin de ne pas gêner les zones habitées alentours, l'Entreprise emploiera autant que faire se peut des méthodes de travail silencieuses (notamment en ce qui concerne les démolitions et le Gros Œuvre).
- ✓ Dans tous les cas et 72h avant chaque intervention pouvant entraîner des nuisances sonores importantes, l'Entreprise soumettra à la Maîtrise d'Œuvre ainsi qu'au coordonnateur de sécurité son programme de travaux et les moyens qu'elle envisage pour les réaliser.
- ✓ La période de trêve estivale en zones balnéaire sera obligatoirement prise en compte.

**00.07.09 Chauffage et séchage provisoire de chantier :**

- ✓ En fonction du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et des interventions des corps d'états secondaires, la fourniture et mise en place d'appareils de chauffage, séchage et/ou systèmes soufflants à adapter au volume à chauffer ou à sécher sont à la charge du titulaire des lots concernés par les températures de pose.
- ✓ Les frais d'installation et de consommation correspondants seront affectés aux dépenses des Entreprises concernées par le besoin. Il en est de même pour les frais liés à une maintenance "permanente" de ce chauffage.

**00.07.10 Nettoyage en cours et en fin de chantier de chantier :**

- ✓ Un nettoyage cyclique devra être réalisé par l'Entreprise titulaire du lot Gros Œuvre, dont les frais correspondants seront imputés au compte prorata. Le nettoyage sera réalisé selon les dispositions suivantes :
  - Cycle semestriel : défrichages des espaces verts et entretien des clôtures provisoires et définitives,
  - Cycle hebdomadaire : les extérieurs et les déchets "non identifiables".
  - Une fois par semaine : les installations communes de chantier.
  - Deux fois par semaine : les installations sanitaires (WC - Vestiaires).
- ✓ En ce qui concerne l'intérieur des bâtiments, chaque Entreprise doit réaliser un nettoyage quotidien dans sa zone d'intervention.
- ✓ En cas de non-respect du nettoyage sur simple constat du maître d'œuvre ou de l'OPC, l'intervention d'une Entreprise tierce, aux frais des Entreprises concernées ou à défaut aux frais du prorata, sera ordonnée.

- ✓ Chaque corps d'état doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux.
- ✓ En particulier, chaque Entreprise devra livrer les ouvrages exécutés au corps d'état qui lui succède dans un état de propreté suffisant pour éviter toutes sujétions de nettoyage à celui-ci. Chaque Entreprise se charge quotidiennement de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage en accord avec le Maître d'œuvre.
- ✓ Chaque Entreprise doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

**00.07.11 Gestion des déchets :**

- ✓ Une gestion optimisée et éco-responsable des déchets au cours de chantier sera mise en place par toutes les Entreprises.
- ✓ A cette fin, elle s'effectuera en respectant la hiérarchie suivante des modes de traitement, imposée par la directive cadre européenne n° 2008/98/CE sur les déchets :
  - Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
  - Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique,
  - Elimination uniquement des déchets ultimes en installation de stockage.
- ✓ Un tri sélectif optimisé selon ces principes sera donc organisé, en tenant compte des filières de traitement locales existantes **avec production des bordereaux de dépôts des déchets**.
- ✓ Les Entreprises veilleront à réduire à la source la production des déchets en respectant les mesures suivantes :
  - Réaliser des métrés précis et des calepinages permettant de limiter les chutes et les commandes inutiles.
  - Eviter le mélange sur chantier des chutes neuves et des déchets, en relation avec les destinations.
  - Mettre en place une procédure « qualité de commande, livraison, utilisation des matériaux » de façon à éviter les erreurs de fourniture.
  - Recourir à des modes d'approvisionnement réduisant la quantité d'emballages.
  - Recourir à des modes d'approvisionnement réduisant la quantité d'emballages.
  - Choisir des équipements réutilisables aux dépens de produits jetables.
  - Choisir des systèmes constructifs moins générateurs de déchets.
  - Produire le béton hors du site.
  - Préférer, autant que possible, des produits non dangereux ou ayant un impact réduit sur le milieu, aux dépens de produits équivalents classés comme dangereux (peintures, colles, etc.).
- ✓ Les déchets visés par les filières de responsabilité élargie du producteur (emballages, déchets d'équipements électriques et électroniques, pneus usagés, piles et accumulateurs usagés, ...) devront faire l'objet d'un traitement spécifique et être déposés auprès de collecteurs agréés pour la collecte de ces déchets.
- ✓ Les Entreprises seront attentives aux points suivants :
  - Il est strictement interdit de brûler les déchets à l'air libre.
  - Il est interdit d'enfouir les déchets sur site.
  - Il est interdit de déverser dans le réseau d'assainissement des déchets non compatibles avec celui-ci.

- Il est interdit de laisser des déchets sur le lieu du chantier ou de les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.
- ✓ Chaque Entreprise est chargée du tri de ses déchets et gravats dans les conteneurs sur lieu de stockage prévus à cet effet.
- ✓ Les bennes de collecte seront mises en place et gérées par le titulaire du lot Gros œuvre, aux frais du compte prorata : seul les lots Plâtrerie et Mobilier évacueront leurs propres déchets chaque semaine et, le cas échéant, commanderont leurs propres bennes, sachant que si des déchets de plâtrerie ou de carton de mobilier sont remarqués dans les bennes des autres lots, la ou les bennes concernées leur seront automatiquement facturées. Tout comme le lot Gros œuvre pour les bennes liées au Compte prorata, le lot Plâtrerie devra procéder à la traçabilité de ses déchets et fournir les bordereaux correspondants à la maîtrise d'œuvre dans le cadre de son DOE.
- ✓ En phase de préparation de chantier, chaque Entreprise fournira une note méthodologique détaillant la façon dont elle prévoit de gérer ses déchets de chantier :
  - Les actions prévues en matière de prévention des déchets.
  - Les types et les quantités de déchets qu'elle prévoit de produire.
  - Le tri qui sera mis en œuvre.
  - Le lieu de stockage des déchets.
  - Les modalités d'évacuation et de traitement (recyclage, valorisation, élimination).
  - L'organisation prévue du chantier.

#### **00.07.12 Stockage des matériels et matériaux :**

- ✓ Les Entreprises ont à leur charge leurs propres baraquements et installations diverses nécessaires tant à l'exécution des travaux qu'à la protection de leurs approvisionnements et matériels.
- ✓ L'implantation est à prévoir sur le site dans le périmètre de l'opération selon l'organisation du chantier proposée par la Maîtrise d'Œuvre, l'OPC et le C.S.P.S.
- ✓ Tous les ouvrages doivent être stockés dans des conditions n'affectant pas leur tenue ultérieure, la réalisation de leur finition ou altérant leurs propriétés mécaniques ou esthétique.

